

2

ENTRETIEN  
CROISÉ► L'ÉCOLE AU TEMPS  
DU TERRORISMEAvec Laurent Valogne  
et Emmanuel  
Saint-Fuscien

# Entretien croisé L'école, «un monde traversé par les peurs»

**Qu'est-ce qu'être  
enseignant face au  
terrorisme  
islamiste? Deux  
livres, l'un de  
l'historien  
Emmanuel Saint-  
Fuscien et l'autre**

**d'un enseignant  
anonyme, tentent  
de répondre  
à cette question**

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN BIRNBAUM

**L**e 30 novembre 2015, l'organisation Etat islamique publiait un texte intitulé «Délaisser l'éducation des mécréants». Elle y appelait à détruire les écoles de la République française où, assurait-elle, «tous les jours des enfants musulmans sont assassinés».

Bien avant la mort de Samuel Paty, l'école était donc spécifiquement ciblée par la terreur djihadiste. Or, de ce ciblage, on n'a tiré que peu de conséquences. Quels sont ses effets sur les femmes et les hommes qui font vivre l'institution scolaire? Deux livres sont parus, qui apportent des éléments de réponse à partir de points de vue différents.

Dans *L'École sous le feu. Janvier et novembre 2015*, l'historien Emmanuel Saint-Fuscien livre les résultats d'une enquête menée auprès d'élèves, d'enseignants ou de chefs d'établissement. Laurent Valogne (il s'agit d'un pseudonyme) propose, quant à lui, le témoignage d'un





professeur de lycée dont la culture politique est située à gauche, et qui constate à quel point le malaise, l'esquive et l'auto-censure se sont répandus parmi ses collègues. Porté par un profond sentiment d'isolement, son récit, écrit avec la journaliste Carine Azzopardi, s'intitule « *Ces petits renoncements qui tuent* ».

**Laurent Valogne, vous signez ce livre sous pseudonyme. Pourquoi ?**

**Laurent Valogne :** D'abord, j'aspire à pouvoir travailler sereinement, je ne souhaitais pas que mon établissement soit médiatisé, qu'on vienne importuner mes élèves... Ensuite, dans ce livre, je transgresse un peu mon devoir de réserve, et je ne voulais pas d'ennuis avec ma hiérarchie. Enfin, la matière de mon livre est très inflammable, le moindre propos peut déclencher une tempête sur les réseaux sociaux, tout peut vite s'emballer, on l'a vu avec Samuel Paty.

**Emmanuel Saint-Fuscien, sur les soixante-trois enseignants que vous avez interrogés, la moitié ont aussi tenu à garder leur anonymat...**

**Emmanuel Saint-Fuscien :** Oui, et ce fut une surprise. Bien sûr, on peut invoquer le devoir de réserve, mais ce devoir est parfois poussé très loin, car les fonctionnaires ont parfaitement le droit d'exprimer une opinion. J'ai longtemps travaillé sur l'armée, qu'on appelle « la Grande Muette », et je dois constater qu'en ce moment les militaires sont parfois plus bavards que les enseignants ! J'ai le sentiment que l'institution scolaire est aujourd'hui un monde traversé par les peurs. Parents, enseignants, administration, autorité de tutelle... il y a entre ces divers acteurs une superposition de peurs qui s'est révélée dans l'épreuve, depuis janvier 2015 [*attentat contre Charlie Hebdo*]. Ce qui se déploie ici, c'est un agrégat de peurs, peur de l'institution, peur des pairs, peur des attentats aussi. Rappelons que le 19 mars 2012, avec l'attaque de Mohammed Merah contre l'école juive de Toulouse Ozar Hatorah, les mondes scolaires avaient déjà été attaqués.

**Dès le début de votre récit, Laurent Valogne, vous évoquez un « ennemi qui s'avance à peine masqué au sein de l'éducation nationale », et ce**

**lexique revient régulièrement sous votre plume. A vos yeux, les enseignants connaissent-ils une situation de guerre ?**

**L. V. :** Attention, je ne suis pas en train de dire que l'école est noyauté par une cinquième colonne islamiste. Mais, depuis quelques mois, il y a clairement une offensive. Je ne pense pas seulement aux tenues vestimentaires, aux abayas saoudiennes dont on parle beaucoup ces derniers temps. Tout récemment, des élèves de mon lycée ont demandé, lors du conseil d'administration, qu'il y ait dans les toilettes des robinets réservés aux musulmans. Cela n'était jamais arrivé ! Certains élèves nous testent, on sent bien qu'ils sont influencés par une idéologie salafiste qui se répand par l'intermédiaire des réseaux sociaux.

Pour le reste, quand je parle de « guerre », c'est allégorique. Mon livre se concentre sur le face-à-face pédagogique, j'ai voulu raconter ce qui se passe dans une classe au quotidien, c'est plutôt inédit à ma connaissance. Il n'en demeure pas moins que la violence a fait irruption dans l'institution, on est confronté à quelque chose qui nous déborde. Et le jour où Samuel Paty a été assassiné [*le 16 octobre 2020*], la phrase qui m'est venue, spontanément, c'est « un des nôtres est tombé ». Là encore, je ne suis pas en train de dire qu'il est mort au champ d'honneur. Simple, quand on s'est réunis pour lui rendre hommage dans la grande cour du lycée, j'ai eu le sentiment de participer à un moment de recueillement semblable à une cérémonie de commémoration d'armistice, ou de capitulation.

**E. S.-F. :** Ici, on voit bien qu'on est sur une ligne de crête. A propos de la guerre, Laurent Valogne parle d'allégorie, mais à mes yeux c'est un petit peu plus que cela. Dès 2015, la violence des attentats a fait resurgir tout un imaginaire de guerre, les enseignants ont présenté en classe des textes et des images ayant pour toile de fond les conflits de 14-18, 39-45 ou encore la guerre d'Algérie... Dans mon livre, je donne l'exemple d'une professeure de lettres, à Lyon, qui passe un week-end d'angoisse après les attentats du 13-Novembre en cherchant ce qu'elle va dire à ses élèves. Elle s'apaise quand elle trouve l'incipit du roman de Sorj Chalandon, *Le Quatrième Mur* (Grasset, 2013), une scène

de tir d'artillerie pendant la guerre du Liban. En 2015, l'imaginaire de guerre s'est bel et bien imposé parmi les enseignants, et il a servi à nommer à la fois la peur que cette guerre advienne et les efforts qu'il fallait faire pour l'éviter.

**Justement, dans votre livre, Emmanuel Saint-Fuscien, vous établissez un parallèle avec la façon dont l'école a été mobilisée par le passé, notamment durant les deux guerres mondiales. A vous lire, pourtant, on a plutôt l'impression que l'école de 2015 s'est moins mobilisée pour participer à la guerre que pour nourrir l'effort de paix...**

**E. S.-F. :** C'est que, en réalité, une pédagogie de guerre n'est pas forcément une mobilisation pour la guerre : on se mobilise toujours pour la paix, pour un monde meilleur. En 1915 comme en 2015, il s'agit toujours de se défendre pour préserver l'idéal de paix qui est le nôtre. Aujourd'hui, dans le discours public, médiatique et politique, c'est la défense de l'ordre laïque et républicain contre les empiétements religieux qui est mise en avant. Quand il y a une épreuve sociale comme un attentat terroriste, il y a bien sûr chez les acteurs sociaux un sentiment de défense, la nécessité de défendre un idéal commun, une certaine conception du vivre-ensemble... Même quand on attaque, ce combat est vécu comme une défense par les acteurs sociaux.

**L. V. :** Moi, ce que j'ai constaté, c'est que l'institution a tenté de répondre aux attentats de façon empirique et dispersée. Elle n'était pas prête et elle ne savait pas quels outils mettre en place. Derrière tout ça, il y a une question taboue, celle de l'islam, et une poudrière, l'école : d'où la tendance à avancer prudemment, à coups d'euphémismes, de litotes... De toute façon, il ne faut pas trop en demander à l'école. Ce qu'elle peut faire, c'est remettre le savoir au centre de son dispositif, renouer avec la transmission de contenus disciplinaires forts, tenir bon sur le cadre laïque et rappeler que l'école est un espace laïque, un lieu de décentrement où chacun met ses convictions religieuses de côté. Face à des élèves qui protestent dès que vous évoquez Darwin ou la Shoah, c'est déjà un bon début.

Cela dit, l'école ne peut pas répondre



seule à la menace islamiste. En ce moment, par exemple, on a un problème avec un élève de seconde qui harcèle une camarade de classe, réfugiée ukrainienne. Il fait l'éloge des troupes tchéchènes et désigne cette chrétienne comme une ennemie. Dans des situations moins graves, on discute, on argumente, le dialogue permet de résoudre bien des tensions. Il faut donner à chaque fois une réponse juridique, pédagogique et didactique. Mais là, qu'est-ce qu'on peut faire, à part un signalement? Depuis l'assassinat de Samuel Paty, je note tout de même que certaines choses ont changé: je n'ai pas spécialement de sympathie pour Jean-Michel Blanquer, mais, quand il était ministre, il a lancé un plan de formation de tous les personnels à la laïcité et aux valeurs de la République, avec cette idée de former des personnes pour qu'elles puissent donner des réponses à ce genre d'irruption du religieux dans l'enceinte scolaire. Cet effort de clarification et d'explicitation avec les élèves permet aux chefs d'établissement d'avoir un cadre et de définir une ligne commune. Le ministre Pap NDiaye, peu ou prou, s'efforce d'être dans cette continuité.

**En même temps, chacun de vos livres s'achève par un constat plutôt optimiste. Ainsi, lorsqu'on referme le vôtre, Emmanuel Saint-Fuscien, on conclut ceci: malgré tout, en dépit des difficultés humaines, pédagogiques et matérielles, l'école a tenu, quelque chose en elle tient...**

**E. S.-F. :** Oui, quelque chose tient, finalement, et c'est d'autant plus notable que l'institution scolaire est sans doute la dernière qui met face à face, ou côte à côte, des centaines de milliers d'enseignants, catégorie sociale au capital culturel plutôt élevé, et tous les enfants, notamment ceux des classes populaires. Or elle doit porter cela dans un moment de tension inédit, où la guerre civile est énoncée par des commentateurs comme une possibilité, surtout depuis l'assassinat de Samuel Paty. C'est dans l'école que s'éprouve en pratique le vivre-ensemble. L'école a traversé une série d'épreuves, la vague d'attentats de 2015, les confinements, la mort de Samuel Paty... et malgré tout cela, elle tient. Si elle tient, c'est aussi parce qu'en

ses murs se construit un espace politique commun fait de mille et une négociations.

**L. V. :** Oui, elle tient, comme l'hôpital tient, parce qu'il y a des gens de bonne volonté qui la font tenir. Mais pour combien de temps? Si vous jetez un œil à une revue de presse, vous verrez que la majorité des syndicats font tout pour contourner le problème et ne nomment jamais l'islamisme. Autant ils sont montés au front, et à juste titre, pour combattre la désastreuse réforme du baccalauréat ou la gestion de la pandémie par le ministre Blanquer, autant ils refusent de nommer cette menace. Ils tournent autour du pot et diluent la question dans un vague préchi-prêcha pseudo-humaniste. Cette stratégie d'évitement est délétaire... Pourtant, je ne veux pas céder à la mélancolie de gauche, ni au déclinisme. Il faut faire un pari sur l'avenir, un pari lucide. Finalement, je me sens proche de ce que le philosophe Daniel Bensaid disait du «*pari mélancolique*». L'école reste un pari, il faut continuer à parier, mais c'est un pari mélancolique. ■

*Lire l'intégralité de cet entretien sur [LeMonde.fr/livres](http://LeMonde.fr/livres)*



«**CES PETITS RENONCEMENTS QUI TUENT**», de **Carine Azzopardi & le témoin**, Plon, 226 p., 18 €, numérique 13 €.



**L'ÉCOLE SOUS LE FEU.** JANVIER ET NOVEMBRE 2015, d'**Emmanuel Saint-Fuscien**, Passés composés, 272 p., 20 €, numérique 15 €.



